

# 6h pour le climat et la justice sociale

**Samedi 24 octobre à partir de 14h30**

A quelques semaines du **sommet mondial sur le changement climatique** à Copenhague en décembre, le collectif « Urgence Climatique Justice Sociale » vous invite à une après-midi de **débats, stands et projection de film**, avec des interventions de **représentants de pays du Sud, de négociateurs internationaux, de représentants associatifs, de syndicalistes...**

## 15h ateliers débats

1) Quels **modèles de production et de consommation** pour garantir un accès juste et équitable aux biens et services essentiels dans le respect de l'environnement et du climat ?

2) Marchés carbone, taxe carbone, fiscalité écologique, taxes globales : quels **mécanismes et financements** pour répondre au défi écologique et à la justice sociale ?

## 17h Plénière

**Sommet de Copenhague** : des négociations aux mobilisations, quels **enjeux Nord-Sud** et quelles **régulations internationales** pour que la Justice climatique et sociale soit au centre des politiques mises en œuvre ?

Espace Reuilly, 21 Rue Hénard, 75012 Paris  
M° Montgallet (Ligne 8) ou Dugommier (Ligne 6)

## 19h Projection de film The Age of Stupid



<http://jeunesclimatjustice.fr>  
[jeunes.climatjustice@gmail.com](mailto:jeunes.climatjustice@gmail.com)

Collectif Jeunes pour le climat et la Justice Sociale  
**Info débats actions mobilisation... Contacte-nous, rejoins-nous !**

Attac Campus, Avenir Climat, Fac Verte, Fédération Sud Etudiant, Jeunes Alternatifs, Jeunes Laïcs et Solidaire, Jeunes Verts, Mouvement des Jeunes Socialistes, Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne, Nouveau Parti Anticapitaliste Jeunes, Parti de Gauche Jeunes, Union Nationale des Etudiants de France, Zone d'Ecologie populaire

# Urgence climatique justice sociale

Emballements du climat, montée du niveau des mers, destruction des écosystèmes, avancée des déserts... **Le changement climatique, issu de l'activité humaine, menace d'extinction des millions d'espèces, et met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'être humains, en particulier les populations les plus paupérisées.**

## Copenhague 2009 : encore un accord pour rien ??

En 1997, à Kyoto, les dirigeants des plus grands pays du monde décidaient de diminuer leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2%. Aujourd'hui, **les scientifiques du GIEC préconisent une diminution de nos émissions de l'ordre de 95% d'ici 2050 afin de limiter le réchauffement climatique à 2°, seuil de disparition des espèces et de non-renouvellement de la biosphère.** En décembre prochain à Copenhague, les gouvernements devront à nouveau décider d'une réduction globale des émissions. **Pour éviter une catastrophe climatique et sociale, il faut absolument diminuer MASSIVEMENT nos émissions, et aider les pays en développement dans leur lutte contre le changement climatique !!** Ce n'est pas vraiment à l'ordre du jour de nos gouvernements...

**Ne les laissons pas jouer avec notre avenir : imposons-nous !!!**

## Assez de fausses solutions, sortons de l'impasse climatique

Les objectifs de réductions prévus par l'Union européenne et les Etats-Unis pour 2020 (respectivement -20% et -5%) sont très en deçà de ceux préconisés par les scientifiques (-40%) : cela ne fait que refléter l'insuffisance des politiques concrètement mises en œuvre. En effet, la politique du « marché pilote », avec les droits à polluer, actuellement défailante, ne peut en aucun cas être suffisante pour réduire nos émissions dans les proportions nécessaires. Les **agro-carburants** industriels, qui posent de nombreux problèmes environnementaux, et aggravent la crise alimentaire, ne contribuent en rien à la réduction des émissions. Le **nucléaire** est une technologie coûteuse et porteuse de risques majeurs, et un développement ambitieux ne réduirait les émissions que très marginalement... Assez de fausses solutions, **tant que l'on ne remettra pas en cause notre mode de développement fondamentalement productiviste et tourné vers les profits, nous irons dans le mur !**

## Il faut des mesures réellement alternatives...

La **taxation internationale** de l'énergie et des transports, la **re-régulation** du commerce international, la **relocalisation** des activités, le rapprochement des lieux de vie et de travail, le développement des transports en communs et des équipements collectifs en général (logement etc.)... pour réduire nos consommations d'énergie !

Un plan massif de **rénovation et de mise aux normes des habitats**, la **réorientation des investissements bancaires** vers les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et des projets écologiquement soutenables, la valorisation de la **sobriété énergétique** ...

La **démocratisation de l'économie** qui doit être réorientée vers la **satisfaction des besoins sociaux et écologiques** et non vers la recherche de profits à tout prix ou le diktat de la sur-consommation et du productivisme : soutien à l'agriculture paysanne, aux échanges locaux, à l'économie sociale et solidaire, au secteur coopératif ...

La **protection internationale des biens publics mondiaux** (climat, énergie, forêts, eau...) et notamment l'arrêt des déforestations ...

## ... et une Justice climatique et sociale !

La **responsabilité historique** et la **dette écologique** du Nord envers le Sud doivent être reconnues. Des **transferts technologiques et financiers au Sud** sont nécessaires pour financer à la fois les réductions d'émission et l'adaptation au changement climatique ; la gouvernance de ces fonds doit associer les populations locales. Les **réfugiés climatiques** devront être reconnus avec un statut propre et être accueillis dignement.

La lutte contre le changement climatique ne doit pas être prétexte à accabler davantage les **classes populaires** !!! Son financement doit être assuré par les entreprises et citoyenNEs aux capacités contributives les plus élevées. Une **autre répartition des richesses** doit permettre une **transition solidaire** au Nord comme au Sud !

Il faut garantir un **accès juste et équitable aux biens et services essentiels** tels que **l'énergie et l'eau**, qui sont au centre de mobilisations encore récentes (ex. township en Afrique du Sud) : ces ressources vitales et en voie de raréfaction ne doivent pas être laissées au marché mais faire l'objet d'une ré-appropriation par la société, notamment par le développement des **services publics**.